

Dans le numéro 34 d'avril 1994 nous appelions à soutenir Walid Atallah, palestinien, secrétaire de Justice et Paix en Palestine, cité devant la 24<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris, pour atteinte à l'ordre public lors de la manifestation interdite du 5 mars. La rédaction de "Rassembler à Gauche" se réjouit de vous informer que Walid Atallah a été relaxé.

De nombreux camarades étaient présents lors de sa comparution le 7 avril.

N° 35 mai 1994

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

DES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE AU PACTE UNITAIRE POUR LE PROGRES.

UN DEVOIR D'AUDACE...

par Amaury Couderc

La seconde session des Assises de la transformation sociale s'est tenue à Rennes sur le thème « qu'elle économie pour l'emploi? » Un membre de la rédaction de "Rassembler à Gauche" a suivi ses travaux.

Lors de la première session le constat avait été fait que d'une part tous les partis, toutes les forces de gauche étaient au "pied du mur" et qu'ils ne feraient pas l'économie d'une réflexion critique sur les échecs de la décennie passée.

- « Si le peuple et les électeurs de gauche ont abandonné leurs mandants, c'est parce que ceux-ci ne respectaient pas leur mandat » G. Filoche, militant LCR.

- « Le parti socialiste a gouverné pendant une décennie, sa politique a été

condamnée par notre peuple, mais toutes les leçons de l'échec n'ont pas été tirées » André Lajoinie PC.

- « Là où une vieille gauche fatiguée répond qu'une seule politique est possible, une autre gauche parviendra-t-elle à se faire jour et montrer qu'il n'existe nulle fatalité présidant au laminage des droits sociaux et civiques » André Langevin (Démocratie).

- « Changer la société, c'est rendre les vrais choix accessibles au citoyen, refuser la coupure entre l'élite et le peuple, cesser de dire qu'il n'y a pas d'autre politique possible » Harlem Désir (SOS Racisme).

- « La gauche ne s'est pas montrée à la hauteur pour traiter les éléments clefs du changement de la société. Et c'est là dessus que nous devons maintenant ensembles nous mettre au travail » André Buchmann (Verts).  
.....

NICARAGUA : LES ELECTIONS SUR LA COTE ATLANTIQUE.

INTERVIEW DE RAY HOOKER

par Michelle Dospital

Le 27 février, la population de la Côte atlantique a élu les conseillers de ses deux gouvernements autonomes, de la région nord (RAAN) et du sud (RAAS). Selon la loi d'autonomie publiée officiellement en 1987, les gouvernements autonomes sont composés de 45 conseillers, directement élus tous les quatre ans. Les nouvelles instances prendront leurs fonctions en mai et devront élire parmi leurs membres et pour chaque région, un coordinateur régional, appelé "gouverneur". Les attributions de ces gouvernements sont d'élaborer un avant-projet de budget régional et de loi concernant l'utilisation rationnelle et la préservation des ressources naturelles et de veiller à l'utilisation correcte du fond spécial de développement et de promotion sociale de la région. Entre 1990 et 1994, ces attributions ont été largement "médiatisées" par le gouvernement central. Pour que l'autonomie soit une réalité, il s'agit avant tout de réglementer la loi de 1987 et de la faire respecter par le pouvoir exécutif.

De passage à Paris, Ray Hooker, député sandiniste pour la RAAS, a bien voulu répondre à nos questions concernant les résultats des dernières élections.

Quelle est votre interprétation des résultats des élections?

Tout d'abord, je dois dire que je suis en colère car nous aurions pu gagner ces élections si nous avions eu un réel appui des instances centrales du FSLN. La direction nationale du parti n'a pas privilégié ces élections, elle n'a pas dessiné de stratégie pour les gagner, elle ne s'est pas rendu compte des conséquences politiques de cette campagne. Aucun budget n'a été prévu. Pourtant, nous .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

## UN DEVOIR D'AUDACE...

suite

- « On n'a pas fini de s'interroger sur les raisons de l'échec de la gauche. Je dirai pour ma part que les hommes au pouvoir ont eu des idées qui n'étaient pas adaptées à la réalité de la crise » JL Bianco (PS).

- « Les formations traditionnelles de gauche ne sont pas parvenues à transformer la société parce qu'elles ne s'en sont pas donné les moyens. Il nous faut trouver une alternative au libéralisme et non pas seulement une alternative droite-gauche... » C. Poperen.

Si l'on excepte les 20% d'intervenants venus là pour tenter d'expliquer qu'il n'y avait pas d'autre politique possible, ces quelques réflexions qui ont émaillé la première session des assises de la transformation sociale recouvraient en réalité 80% des interventions. Elles montrent bien que ces assises ne se limiteront pas à la recherche d'un compromis stratégique de caractère électoral mais aborderont forcément, que leurs initiateurs le veuillent ou non, les vrais problèmes de fond.

- tirer le véritable bilan de l'échec de la politique mise en oeuvre par le PS au cours de la décennie passée. Et c'est bien ainsi.

L'acte deux de ces Assises a permis de mesurer que lorsque la question posée était parmi celles que l'on peut qualifier de vraie question: quelle économie pour l'emploi? Les réponses et les propositions étaient pertinentes.

Là encore, même si des divergences profondes existent, il semblerait qu'à de rares exceptions près (les mêmes) tous les participants s'accordaient pour dire (certes avec des différences de ton) qu'une politique autre que la « déflation compétitive » ou la politique

## NICARAGUA

suite

avons toujours insisté lors des réunions de l'Assemblée sandiniste sur la nécessité de préférer les élections sur la Côte atlantique. Ce n'est que fin novembre que nous avons obtenu un prêt de 20 000 dollars auprès d'une banque, que nous avons partagé entre les deux régions. Mais une élection ne se gagne pas en trois mois. Nous aurions dû nous organiser déjà depuis quatre ans. Aleman et son parti le PLC, eux ont compris très tôt l'enjeu de ces élections. Ils ont commencé à envoyer des militants il y a deux ans dans toutes les communautés de la RAAS, ils avaient des moyens et c'est justement dans les endroits les plus isolés qu'on a pu constater la différence: le PLC a gagné là où nous n'avons pas pu aller par manque de moyens. Par contre, nous avons gagné là où nous avons largement perdu en 1990, comme Bluefields par exemple. Pourquoi? Parce que depuis 1990, nous avons pu y travailler avec peu de moyens, à la sueur de notre front. Pas besoin d'essence pour aller d'un point à l'autre de la ville. Mais imaginez par exemple un voyage de Bluefields à la Cruz del Rio Grande, cela revient à 600 dollars. Nous n'avons jamais eu les moyens de le faire.

### Comment expliquer la victoire du PLC?

Depuis qu'Aleman a assumé ses fonctions à la mairie de Managua en 1990, il a commencé à organiser ses propres structures politiques dans tout le pays. Comme je l'ai déjà dit, il a compris l'enjeu des élections sur la côte et a commencé sa campagne depuis deux ans. Il a dit avoir dépensé 200 000 dollars pour la campagne, je dirais plutôt un million... Aleman a compris qu'une victoire sur la côte pourrait renforcer sa position de leader politique, de candidat présidentiel en 1996. Il a été très habile car tout en se maintenant au sein de la UNO, il s'est présenté seul aux élections et la UNO l'a laissé faire. Un des grands perdants des élections, c'est la UNO, elle n'a aucune possibilité de recomposition. L'autre grand perdant, c'est le gouvernement Chamorro. Tous les partis qu'il a soutenus ont subi une rude défaite. Le PSN par exemple n'a obtenu aucun siège. Yatama, avec Brooklin Rivera, a reçu beaucoup d'argent du gouvernement central et il en est sorti perdant. En 1990, Yatama avait 22 sièges dans la RAAN, il n'en a plus que 7. Le parti de la résistance (ex-contras) a perdu une grande opportunité. Il aurait pu gagner dans les zones qu'il continue à contrôler militairement. Mais au lieu de faire campagne pour son propre parti, il a soutenu le PLC. Aleman en a profité et pour 1996, la Résistance n'a plus aucune possibilité de se relever politiquement.

### Mais comment expliquer l'essor du PLC ? Il n'avait aucune trajectoire historique dans la région?

Il faut bien comprendre la particularité de la Côte. Avant 1979, le parti libéral de Somoza a toujours gagné les élections, sans que des fraudes soient nécessaires. Il n'y a aucune comparaison entre l'activité de la garde nationale sur la côte atlantique et celle du pacifique pendant la dictature. En 1978, à Bluefields, il y avait en tout et pour tout 14 gardes somozistes! La plupart des gens qui ont plus de 40 ans ont voté pour le parti libéral, peu importe qu'il soit constitutionnaliste ou autre chose. Il faut reconnaître qu'il y a un secteur important de la population qui est franchement anti-sandiniste: tous ceux qui ont été affectés, d'une manière ou d'une autre, par la Révolution, en particulier les classes moyennes. Tous ces gens ont voté PLC non pas pour un programme, mais parce qu'il représentait le seul parti d'opposition au sandinisme.

### Comment vont fonctionner les nouveaux gouvernements autonomes pendant les quatre ans à venir?

Le FSLN ne pense pas gouverner avec le PLC. Nous sommes les deux forces principales et nous allons chercher à passer des alliances. Dans le nord, le FSLN voit la possibilité d'un rapprochement avec Yatama. Dans le sud, c'est plus complexe. Aleman espère s'allier avec la UNO, cela leur donnerait un total de 23 conseillers, il leur en manquerait un seul pour avoir la majorité absolue. Pour le FSLN, en prévision des élections présidentielles de 1996 et de celles de la Côte en 1998, il s'agit de réaliser un travail énorme pour redonner confiance à une partie de la population...

**Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse n° \_\_\_\_\_ rue \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Je verse la somme de: 100 fr  autre

Code postal \_\_\_\_\_

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

## UN DEVOIR D'AUDACE...

suite

du "franc fort" était possible... et souhaitable... le débat reste ouvert. Un point fort a semblé faire la quasi-unanimité des intervenants: les 35 Heures sans réduction de salaire. Même si certains dirigeants socialistes semblent encore nuancés sur cette proposition (encore faut-il souligner que sur un amendement de la Gauche socialiste les militants de ce parti ont eux approuvé en congrès un texte allant dans ce sens).

A l'occasion de ces Assises, force est de constater que le débat à gauche a le mérite d'exister au travers de cette initiative, qu'il est libre, et permet à chaque sensibilité et organisation de s'exprimer...

Cela dit, cette initiative est forcément limitée par le simple fait qu'elle ne s'est pas donné pour objectif de créer les conditions d'une plate-forme commune à l'ensemble de la gauche. Cela impliquerait bien sûr que la direction du PS tire préalablement le bilan des choix politiques passés, or il ne semble pas que ce soit encore le cas, même si à l'occasion de ces Assises un certain nombre d'intervenants PS amorcent ce débat.

A cette étape, que le PC relance le débat avec le Pacte Unitaire pour le Progrès me semble une initiative intéressante, surtout si l'on prend en compte la volonté des dirigeants du PC de mettre en oeuvre ce pacte unitaire avec pour souci principal de ne pas refaire les erreurs du passé, de ne pas rechercher au travers d'accords d'appareils le "plus petit dénominateur commun" aux positions des uns et des autres, mais à contrario, de rechercher le "plus grand mobilisateur commun". A cet égard, la mobilisation sociale, que ce soit au travers des luttes contre les licenciements, de la manifestation du 16 janvier pour la défense de l'école publique, ou de la mobilisation contre le CIP, en est le meilleur exemple et montre la justesse de cette analyse.

## NICARAGUA

suite

anti-sandiniste. Il faut être conscient que pour deux militants sandinistes, il y en a trois contre et cette proportion vaut au niveau national. Nous avons donc une tâche très difficile à accomplir et pour cela, nous n'avons pas seulement besoin de moyens, il faut aussi rénover le parti, il faut effacer l'image militariste que représente toujours le FSLN. A votre avis, qu'est-ce que la population de la côte a bien pu penser, lors de la clôture de la campagne électorale, en voyant Daniel Ortega arriver en hélicoptère militaire à Bluefields?

*Pendant les quatre premières années de pratique politique de l'autonomie sur la côte atlantique, le constat est plutôt négatif: corruption des conseils régionaux, mainmise du gouvernement central. Une autonomie effective est-elle possible?*

Il faut comprendre la complexité d'un processus d'autonomie. Entre le pacifique et l'atlantique, il y a eu 500 ans de conflit ethnique qu'il est difficile de résoudre. La loi d'autonomie, c'est le début d'un long chemin pour trouver une solution à un problème historique. Ce n'est pas en soi la solution, les premiers gouvernements dans la région ne se sont pas préoccupés des intérêts vitaux de la Côte, ils se sont vendus au gouvernement central. Ce n'est pas l'autonomie qui a échoué, ce sont les gens corrompus qui ont gouverné. Ce que veut le gouvernement Chamorro, ce sont les ressources naturelles de la côte, il aimerait tous nous exterminer pour profiter librement de nos richesses. Le gouvernement n'a jamais voulu régler la loi d'autonomie c'est pourquoi il a tout pouvoir sur nos ressources. Un des objectifs de l'autonomie c'est la préservation des diverses cultures sur la Côte, mais pas comme des pièces de musée, il faut mener une lutte dynamique, capable d'affronter les grands défis du monde moderne. L'autre objectif, c'est d'atteindre une véritable unité nationale où toutes les diversités seraient reconnues et respectées. Enfin, il faut consolider le processus démocratique, augmenter la participation de la population à tous les niveaux. Le gouvernement central est contre, le gouvernement sandiniste lui-même avait ses doutes quant à l'autonomie et il est vrai que, lorsque les gens de la côte corrompus assument le pouvoir, c'est difficile d'envisager le progrès de l'autonomie. Mais malgré la corruption, l'autonomie avance. On l'a constaté en février: malgré 80% de chômage, la population n'a pas boycotté les élections. Cela signifie que l'autonomie a pris racine et je suis persuadé qu'il sera impossible maintenant de mettre fin au processus d'autonomie à moins d'un bain de sang.

### COMPOSITION DES CONSEILS REGIONAUX : (résultats de 1990 et 1994)

|        | RAAN |      | RAAS |      |
|--------|------|------|------|------|
|        | 1990 | 1994 | 1990 | 1994 |
| FSLN   | 21   | 19   | 16   | 14   |
| YATAMA | 22   | 7    | 5    | 5    |
| UNO    | 2    | -    | 24   | 5    |
| PLC    | -    | 19   | -    | 18   |
| MAAC*  |      |      | -    | 2    |
| ADECO* |      |      | -    | 1    |

\* Mouvement Authentique Autonome de la Côte

\*\* Alliance Démocratique de la Côte

Un pacte unitaire qui donne la primauté aux mouvements populaires, sans pour autant considérer qu'il est possible de construire une autre société en ignorant la réalité des forces politiques et leur rôle (il faut dès maintenant tordre le cou à la démagogie et aux apprentis sorciers de tout poil), est l'outil dont la

gauche a besoin aujourd'hui pour avancer.

Il est urgent de s'attaquer dès maintenant à ce qui fait le plus problème: la division des forces progressistes et leur attitude face aux enjeux et aux réalités des difficultés quotidiennes d'une partie de plus en plus importante de la population.

## UN DEVOIR D'AUDACE...

suite

Dans le numéro 28 de "Rassembler à Gauche" de janvier 94, et dans un article s'adressant en priorité aux militants et dirigeants du PC, article intitulé "Encore un effort", j'appelais de mes vœux une initiative du PC allant au-delà des propositions faites à son 28<sup>e</sup> congrès et pour souhaiter une initiative tournée vers l'extérieur, vers tous ceux et toutes celles dont la volonté est de remettre en cause le système d'exploitation capitaliste. « Pour ma part, je reste persuadé que tout en restant lui-même le PC a pour devoir de s'interroger et aller au-delà. Sa place dans la gauche le met en responsabilité de trouver avec tous ceux qui pensent que le capitalisme n'est pas un horizon indépassable, les moyens et les structures permettant l'organisation et le rassemblement de cette gauche éclatée. » (RAG numero 28). Je concluais en avançant l'idée que le vide créé à gauche par l'échec du PS, mais surtout son acceptation du système tel qu'il est, méritait de la part du PC un peu plus d'audace... Je ne peux bien sûr que me féliciter lorsque l'Humanité titre, concernant le PUP: "Un devoir d'audace".

Si ce pacte unitaire a pour vocation comme je le pense de n'être pas seulement un rapprochement de forces politiques en vue de préparer les "municipales" mais bien au-delà un outil mis au service de tous ceux qui à gauche veulent le rassemblement et l'union des forces de progrès sur un contenu transformateur librement discuté, alors ce pacte unitaire devient au-delà des divergences l'outil dont la gauche entière doit se saisir et pas seulement les militants communistes.

Bien sûr, les "Assises de la transformation sociale" et le "Pacte unitaire pour le progrès" sont à l'évidence deux façons de voir et de faire différentes, mais je n'irais pas

jusqu'à dire qu'elles ne peuvent pas se retrouver dans une même logique. Au travers de la démarche du PUP la question qui est posée aujourd'hui est bien d'ouvrir des perspectives politiques aux luttes qui s'expriment tous les jours dans les entreprises et dans la rue (école, CIP) et de travailler à la construction d'un projet politique permettant de donner un débouché politique à ces luttes.

A un parti communiste qui dit aux autres forces politiques, organisations, associations de progrès, et même militants isolés: « Voilà notre démarche, voilà notre point de vue, nous sommes disponibles pour en discuter avec vous », il faut être singulièrement de mauvaise foi, ou trop assuré d'un semblant d'hégémonie retrouvé, pour ne pas dire "CHICHE".

C'est vrai, une formidable chance s'offre à la gauche lorsque les communistes proposent de sortir du statut quo, mais de là à proposer comme certains velléitaires l'ont fait une liste unique aux élections européennes... je pense que cela ne serait pas une bonne démarche... ce serait encore et toujours faire semblant de croire, mais surtout vouloir faire croire aux électeurs que les propositions pour construire l'Europe sont identiques au PS, au PC et dans les autres forces de gauche. C'est d'un coup oublier Maastricht, la déréglementation sociale induite par Maastricht, la faillite sociale de cette Europe voulue par les dirigeants socialistes et mise en oeuvre par la droite.

Certes il y a au PS des dirigeants et des militants qui ont eu ou qui ont aujourd'hui le courage d'assumer la critique de la dérive libérale qu'induit le traité de Maastricht, mais que je sache, ils n'ont toujours pas convaincu les dirigeants actuels de leur organisation.

Alors, si la droite s'accommode d'avoir sur sa liste à la fois des partisans et des adversaires du traité de Maastricht, je ne pense pas que ce soit pour la gauche un modèle à

suivre et qui serait compris, car en effet, ce ne sont pas les tenants du système libéral qui souffrent de cette Europe là, mais bien sûr les travailleurs, les salariés, les chômeurs, les gens de gauche...

Rassembler la gauche pour construire l'Europe, OUI, mais pas dans n'importe qu'elles conditions... le rassemblement, OUI, mais autour du "Non de Gauche" à Maastricht.

Dire NON à l'Europe de Maastricht ce n'est pas dire non à une autre construction européenne,

- dire NON à un traité d'union totalement axé sur la libre circulation des biens et des capitaux et faisant fi de toute avancée sociale,

- dire NON à une construction européenne assujettissant notre monnaie à une banque centrale qui ne sera autre que la bundesbank, ce n'est pas être anti-européen, c'est simplement vouloir une Europe qui met en commun les atouts des uns et des autres pour aller vers plus de justice sociale et mettre cette Europe là en mesure de faire face aux défis de demain.

Ce n'est pas la confusion qui abrègera le temps de pouvoir de la droite, c'est la clarté et la responsabilité politique de chaque organisation.

Le pacte unitaire peut justement à l'occasion des européennes ouvrir ce débat, y compris avec les camarades du PS qui ont soutenu le traité de Maastricht sans mesurer toutes les conséquences induites par ces accords, ou simplement avec la volonté d'avancer...

Le PUP peut être cet outil, en tout état de cause, il sera ce que les militants en feront, ceux du PC bien sûr, mais aussi tous ceux dont la volonté est de s'impliquer dans le mouvement des idées provoqué par cette initiative. C'est aussi un "devoir d'audace" que de s'emparer de cet outil mis à leur disposition pour rassembler à gauche.

Alors, comme pour les "Assises de la transformation sociale", pour le "Pacte unitaire de progrès" nous disons "CHICHE". □